

De la guerre au Viêt-Nam, à la guerre à la pauvreté

Alice Parizeau

Volume 9, numéro 2 (50), mars 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29634ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parizeau, A. (1967). De la guerre au Viêt-Nam, à la guerre à la pauvreté. *Liberté*, 9(2), 82–87.

de la guerre au viêt-nam

à la guerre à la pauvreté

Au Vietnam, la guerre continue. Le chef des forces américaines, le général Westmorland, déclarait en décembre dernier "que le temps ne se mesure pas là en mois, mais plutôt en années et que cette guerre peut durer longtemps encore".

Il reste à savoir si les Américains veulent la gagner ou s'ils s'efforcent de maintenir leurs troupes au Vietnam afin de pouvoir parer à une éventuelle attaque de la Chine communiste. Officiellement, on ne l'a pas admis, mais il n'en reste pas moins que certains porte-paroles du State Department ont fait des déclarations qui confirment cette thèse.

Comme la plupart des grandes puissances occidentales l'ont fait au dix-neuvième siècle, les États-Unis semblent se considérer comme les défenseurs de la civilisation occidentale contre la "barbarie" de l'Asie, mais de nos jours personne ne croit plus ni à la guerre sainte, ni à ce genre de mission sacrée... Le duel que le géant américain livre aux maquisards du Vietnam le rend impopulaire sur le forum international et entâme sérieusement son prestige. Au lieu de discuter du bien fondé des spéculations politiques à long terme, on constate plus simplement qu'à l'instar de la France, les États-Unis se sont engagés sur une voie sans issue et qu'ils sont en train de récolter tout l'odieux de cette erreur politique.

Désormais, on cherche aussi un coupable et le président Lyndon B. Johnson est tout désigné pour jouer ce rôle.

Sans doute, pour le moment, les problèmes raciaux suscitent beaucoup plus de passions dans l'opinion américaine que les massacres au Vietnam qu'on considère encore comme un mal nécessaire, mais personne n'ignore que les statistiques officielles sont incomplètes et que le nombre de soldats, morts ou disparus au Vietnam, augmente sans cesse. La propagande à la radio, à la télévision et dans les journaux, est faite de façon à présenter cette hécatombe comme un sacrifice du monde civilisé qui doit se défendre contre la barbarie rouge et, dans ce sens, le cardinal Spellman a exprimé dans son message de Noël la thèse officielle; n'empêche que pour les familles qui risquent de perdre leurs proches ces arguments théoriques n'ont qu'une piètre valeur. Il est à prévoir même que bientôt on assistera à une explosion de mécontentement.

En effet, jusqu'à présent le service militaire obligatoire épargnait les étudiants ayant de bons résultats universitaires puisque, en vertu de la loi, il leur est permis de retarder l'échéance jusqu'à la fin de leurs études. Il est évident, toutefois, que si la guerre au Vietnam se prolonge, ce règlement sera abrogé et que les classes privilégiées, parmi lesquelles ils se recrutent le plus souvent, seront placées sur un pied d'égalité avec les autres. Il est plus que probable que les gens influents, ou plus simplement riches, utiliseront alors tous les moyens de pression dont ils disposent.

LA RANCON DE L'AUTORITARISME.

On ne saurait ignorer, par ailleurs, que l'impopularité de Lyndon Johnson est déjà très marquée à un autre niveau que celui de l'opinion publique. Les hauts fonctionnaires de la Maison Blanche ne dénoncent pas la politique de leur président, mais les démissions deviennent de plus en plus fréquentes. Les techniciens et les technocrates refusent de suivre Johnson et contestent son leadership.

John Kennedy a entraîné dans son sillage des hommes de valeur. Il a compris qu'un état moderne ne peut remplir son rôle sans le concours des techniciens. Des professeurs d'université ont été chargés d'assumer des responsabilités gouvernementales qu'on n'aurait jamais songé à leur confier auparavant. Ce genre de recrutement représentait un avantage fondamental pour Kennedy; sa nouvelle équipe n'était liée par aucune allégeance politique et de par sa formation même elle pouvait garder une certaine indépendance à l'égard du pouvoir. Contrairement à leurs prédécesseurs, les nouveaux venus avaient et ont toujours encore la possibilité de retourner à leurs anciens postes ce qui joue à l'encontre de l'autoritarisme de Lyndon B. Johnson.

Et autant on est prêt à admettre à Washington que Johnson n'est pas le seul responsable de la guerre au Vietnam et qu'il est en train de payer, dans une large mesure, les erreurs du passé, autant on ne lui pardonne pas l'incohérence de sa pensée politique.

Depuis son avènement au pouvoir, le président préconise un rapprochement avec l'Est. Jusqu'à présent les Américains ont réussi à établir des postes diplomatiques nouveaux en Hongrie et en Bulgarie, ils ont ouvert des consulats dans plusieurs villes soviétiques et ils ont multiplié les rencontres dites amicales. La suppression des restrictions douanières sur quatre cents produits non stratégiques a permis également d'assurer des échanges commerciaux plus suivis. Puis, le huit décembre dernier, la Maison Blanche annonça *"la signature d'un traité historique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'exploration de l'espace"* mais le même jour Janos Kadar dénonçait à Budapest *"la guerre coloniale américaine"*, la *"Prawda"* consacrait une fois de plus un édi-

torial aux "malheureux frères du Vietnam" et des manifestations anti-américaines avaient lieu à Prague. Les forces de l'opposition accusaient la Maison Blanche de faire le jeu de Moscou. Dans les milieux gouvernementaux, on critiquait "le manque de logique de la politique présidentielle". Lyndon B. Johnson refusait le dialogue avec ses hauts fonctionnaires et faisait personnellement plusieurs nominations nouvelles afin de remplacer les démissionnaires.

L'ECHEC DE LA GRANDE CROISADE.

Mais cette escalade de nominations n'a pas apporté de résultats positifs, ni au niveau de la politique internationale, ni même à celui de l'administration interne.

Il y a trente-deux mois, très exactement, Lyndon B. Johnson prononçait son mémorable discours d'Ann Arbor sur la Great Society et sur ses objectifs. Le gouvernement lançait la croisade contre la pauvreté. On mettait sur pied vingt et un programmes dans le domaine de l'aide médicale, dix-sept dans le secteur de l'éducation, quinze pour favoriser le développement des économies locales et dix-sept pour la préservation des ressources naturelles. Afin de réaliser tous ces projets fort ambitieux on recruta un bataillon de spécialistes et on vota des budgets spéciaux.

Actuellement, les quinze milliards de dollars que le gouvernement fédéral tient à la disposition des divers états et de diverses municipalités sont distribués dans le cadre de cent soixante-dix programmes distincts, préparés par quatre cents organismes différents et administrés par vingt et un départements et agences qui sont aidés à leur tour par cent cinquante bureaux conseils. Et tout cela entraîne une telle confusion que lorsque les journalistes ont demandé au sénateur, considéré comme un des promoteurs de la lutte contre la pauvreté, quel était le niveau de l'aide fédérale dans ce domaine, il a répondu qu'il s'agissait de treize milliards de dollars, tandis que le secrétaire du ministère de l'Urbanisme et du Développement domiciliaire, prétendait le lendemain que le montant atteignait vingt-huit milliards de dollars.

Toutefois, il ne s'agit là que de confusion; ce qui semble plus grave encore ce sont les retards et les gaspillages.

C'est ainsi qu'à Los Angeles, par exemple, on devait dépenser 262,000 dollars pour assurer aux jeunes demeurant dans les quartiers les plus désavantagés des vacances sur les plages du Maine. Malheureusement, quand les fonds furent finalement disponibles il était déjà trop tard pour faire quoi que soit, puisque la lenteur des services administratifs n'avait rendu l'opération possible qu'à la fin du mois de novembre quand les enfants retournaient déjà à l'école.

Au cours de l'année dernière également, le Conseil National de l'Education pour les Enfants désavantagés, a accordé 250 millions de dollars aux institutions susceptibles de recevoir 2,500,000 délinquants juvénils. Dans le rapport final présenté par le ministère, les fonctionnaires affirmaient que *"le programme s'était soldé par un échec complet faute de gens compétents pour diriger ces institutions"* et *"qu'on dépensa l'argent pour acheter un équipement trop perfectionné, tout en nommant à des postes de responsables des personnes qui estimaient, à priori, "qu'on ne pouvait rien faire pour ces jeunes bandits", ce qui s'est avéré on ne peut plus préjudiciable"*.

A force de centraliser toutes les décisions à Washington, le président Johnson encourage, semble-t-il, *"une inertie insurmontable de la part des gouvernements locaux"*. Les états et les municipalités n'attendent pas seulement qu'on leur accorde des fonds pour remplir tel ou tel autre programme, mais comptent aussi sur les spécialistes nommés par la Maison Blanche pour leur élaboration et pour leur application. Et la Maison Blanche a beau ressembler à une ruche, elle ne parvient pas à assumer de telles responsabilités administratives. Un service régulier d'avions établit des liaisons toutes les demi-heures, entre Washington et New-York, le va-et-vient des fonctionnaires est constant tous les jours, mais la centralisation des pouvoirs abouti au pire échec qui puisse exister pour la société américaine : l'inefficacité !

Les anciens conseillers du président prétendent qu'au lieu de gouverner, Lyndon B. Johnson s'efforce de régner, et ils lui reprochent ses manières trop brusques, son ton cassant et sa façon d'imposer sa volonté sans se soucier de l'avis de spécialistes. C'est cet autoritarisme du chef de l'Etat qui explique les nombreuses défections des hauts fonctionnaires qu'on est obligé de remplacer, semble-t-il, par des gens n'ayant qu'une connaissance incomplète des rouages complexes de l'appareil gouvernemental... Rappelons à ce propos que Bill Moyers, pour ne citer que ce seul exemple, qui vient de démissionner, était le neuvième conseiller spécial de Lyndon B. Johnson, qui a abandonné ses fonctions pour *"des raisons personnelles"*.

LES IMPERATIFS DE L'HEURE.

Et tandis qu'à Washington la révolte latente des technocrates provoque des retards et des erreurs, les économistes et les financiers de New-York commencent à s'inquiéter. Les experts prévoient que les dépenses pour l'année fiscale atteindront cent trente milliards de dollars et que les revenus ne dépasseront pas cent dix-sept milliards. La question qui se pose est de savoir où trouvera-t-on les quelques treize milliards qui manquent et comment on établira le nouveau budget. Lyndon B. Johnson doit choisir entre la guerre au Vietnam et la

guerre contre la pauvreté. Le haut commandement militaire réclame des crédits plus élevés, mais la suppression de certaines dépenses destinées à continuer la trop fameuse croisade contre la misère risque de susciter des réactions chez les électeurs noirs . . .

Résultat ; le président Johnson a été bien obligé d'augmenter les taxes.

Lors de la conférence des banquiers de New-York, Arthur Burss, l'ancien conseiller économique d'Eisenhower, avait prédit qu'un accroissement des taxes jouerait à l'encontre du développement de l'économie nationale. Les représentants des monstres tels que General Motors, Westinghouse ou General Electric agitent à plaisir le spectre de la récession. A plusieurs occasions, ils ont rappelé au président que les salaires montent, que les frais de la production augmentent, que la bourse souffre, depuis plusieurs mois, d'un malaise qui se nomme la baisse et que leurs marges de profits diminuent trop vite pour qu'ils puissent maintenir le même rythme de fabrication. Dès lors, il devient évident qu'en décidant d'imposer des charges plus lourdes à l'industrie américaine, Lyndon B. Johnson force cette dernière à répliquer par la fermeture des succursales les moins rentables ce qui entraînera, fatalement, un accroissement de chômage régional, sinon national.

Par ailleurs, jusqu'à présent, le président n'est pas parvenu à tranquiliser les craintes des milieux de la haute finance. D'une manière générale, il ne possède pas cet art de rassurer l'opinion publique dont John Kennedy, son prédécesseur, possédait le secret. Plus encore, l'ombre de Kennedy continue de planer sur la destinée politique de son gouvernement.

L'époque des comparaisons est révolue, il est vrai, mais la menace d'un scandale demeure entière. Des dizaines de livres ont été lancés sur le marché. Ecrivains, journalistes et hommes politiques reposent la question de l'assassinat. Johnson refuse obstinément de rouvrir les dossiers de la Commission Warren et il ne veut voir dans ces attaques, dont plusieurs le visent directement, que "*l'effet d'une imagination débordante des littérateurs*".

Il est certain, toutefois, que les rumeurs qui courent au sujet d'un complot ou des complots, ne sont pas faites pour le rendre plus populaire. Selon le récent sondage du *New York Times*, même les chefs de file de son propre parti ne sont pas prêts à réclamer pour lui un nouveau mandat. Déjà, on murmure dans les couloirs de la Maison Blanche que le président ne gagnera pas les élections de 1968, mais les partisans de Lyndon B. Johnson répondent à cela qu'avant de faire des pronostics aussi pessimistes il faudrait s'entendre sur le nom de son successeur, ce qui n'est guère chose faite.

En cette année 1967 il semble évident, en somme, que si Lyndon B. Johnson ne parvient pas à régler assez rapidement l'aventure viet-

namienne et s'il ne s'applique pas à mieux respecter ses promesses concernant le domaine du bien-être social, il fera le jeu des Républicains qui se relèvent lentement de leur défaite et qui peuvent fort bien faire oublier les maladresses de Goldwater en présentant un nouveau candidat à la présidence qui, lui, saurait gagner la confiance des électeurs tout en manifestant une fermeté de bon aloi . . .

ALICE PARIZEAU